

FLAMBEAU

des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

N°0433 du Jeudi 14 Janvier 2016 * PRIX : 250 F CFA

Editorial

Pari sur le cheval gagnant !

P.3

Sécurité maritime, réformes constitutionnelles et institutionnelles, élections locales :

P.3



2016 vue par Faure

Mouvement d'humeur hier sur le campus universitaire de Lomé



Les manifestants face aux forces de l'ordre

Graves échauffourées entre forces de l'ordre et étudiants

P.5

Dragage de la lagune de Bè par la SAD et allégations de dégradations environnementales

Le DG Serge Houndako balaie du revers de la main le lien de causalité

P.5

- Le rapport de la contre expertise de Geotech très attendu

Infrastructures routières

Le géant EBOMAF à la conquête du Benin

P.8



Ton du démarrage des travaux donné par le Président Yayi Boni

Politique

Discours d'un citoyen d'Etat

Cyr Adomayakpor : « Les jours passent, rien ne se passe ; nos vies s'emplissent des mêmes contingences... »

PP.4&6

Société

Lancement de la Journée Nationale de la Société Civile au Togo

Les OSC en quête de leur visibilité

P.6



OTR/ La territorialité de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) représente, dans tous les pays où elle est collectée, une part importante des recettes fiscales. C'est une taxe qualifiée de leader parce qu'elle s'applique dans un champ très large quant à la définition des opérations imposables mais limité dans l'espace. La maîtrise des règles de territorialité participe à une meilleure maîtrise de l'assiette fiscale et par conséquent à une optimisation des recettes de la TVA.

Il y a lieu de rappeler que sur le plan fiscal, les problèmes posés par la territorialité en matière de TVA sont dus particulièrement au fait que cet impôt appréhende surtout l'opération économique et non l'individu. Il est donc indispensable, en matière de TVA, de préciser pour chaque opération les critères de son rattachement au territoire national ou selon le cas, à l'espace communautaire dont ce dernier fait partie.

La territorialité se définit comme l'ensemble des territoires d'un pays où s'applique la législation relative à la Taxe sur la Valeur Ajoutée. Cette définition, même si elle laisse présager une meilleure applicabilité en matière de collecte de la TVA, est sujette, dans son interprétation à des polémiques entre l'administration fiscale et ses partenaires.

En effet, l'application des règles de territorialité permet de préciser, à partir d'une opération normalement imposable à la TVA, l'Etat en définitive sera le bénéficiaire de la taxe. Il s'agit, en d'autres termes, de déterminer si une opération taxable à la TVA, doit, compte tenu de sa localisation, être soumise à la TVA dans tel ou tel pays ou au contraire y échapper.

Les critères à retenir à cet égard sont différents selon qu'il s'agit d'opération portant sur des biens (livraisons, acquisitions) ou des prestations de services. Il importe d'abord de définir la notion de territoires et ensuite de préciser les règles de localisation des opérations.

1. Définition des territoires

En vertu des dispositions de l'article 314 du Code Général des Impôts (CGI) du Togo, la législation relative à la TVA s'applique sur :

- le Togo continental
- les eaux territoriales
- le plateau continental
- la zone économique.

2. Localisation et qualification des opérations réalisées

En règle générale, la TVA, impôt sur la consommation, doit être perçue dans le pays où les biens et services sont consommés ou utilisés.

2.1 Livraison de biens meubles corporels

La situation se résume dans le tableau suivant :

Opération	Nature	Référence	Taxée au Togo ?
Bien acheté ou fabriqué au Togo et livré au Togo	Livraison	Art. 312-1 du CGI	Oui
Bien acheté ou fabriqué au Togo et livré dans un pays tiers	Exportation	Art. 311 bis du CGI	Non
Bien livré au Togo en provenance d'un pays tiers	Importation	Art. 312-2 du CGI	Oui

2.2 Prestations de services

Les prestations de services sont en principe imposables au Togo lorsque le prestataire de services a au Togo le siège de son activité ou un établissement stable à partir duquel le service est rendu ou à défaut son domicile ou sa résidence habituelle.



COMMISSARIAT GENERAL

Direction de la Communication
et des Services aux Usagers

N° 029 /2015/OTR/CG/DCSU

Communiqué de l'Office Togolais des Recettes

Relatif à l'entrée en vigueur de la quittance sécurisée

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR), informe le public en général et les contribuables en particulier qu'une nouvelle quittance sécurisée, exclusivement destinée à la collecte manuelle des recettes fiscales et douanières, entrera en vigueur à compter du **1er janvier 2016**.

Chaque quittance comporte quatre (4) feuillets autocopiants dont le premier qui est l'original est destiné au contribuable.

Tout paiement manuel de droits ou taxes fait obligation à l'agent de l'OTR de délivrer ladite quittance.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration de tous pour la mise en application de cette mesure.

Pour toute information complémentaire, veuillez appeler le numéro vert **8201**.

Fait à Lomé le 30 DEC 2015

Le Commissaire Général


Henry Kanvessiime GAPERI

EDITORIAL

Pari sur le cheval gagnant !

Nous voici dans une nouvelle année. 2015, à terme, n'est pas une rupture avec nos réalités. Elle a été simplement abandonnée sur le bas côté de la route de l'histoire avec sa horde d'événements douloureux, tant sur le plan national qu'international.

Comme la tradition l'exige, votre journal *"Flambeau des Démocrates"*, dans son premier numéro de l'année, vous souhaite une bonne et heureuse année, emboîtant ainsi le pas au Chef de l'Etat qui n'a pas dérogé à la règle de l'adresse à la nation. Même si ce message a été diversement interprété par l'opinion pour diverses raisons, les unes légitimes que les autres, il convient de retenir l'essentiel du discours qui chante la dynamique de l'avenir et sonne sommairement le déclin du grand investissement dans l'humain tel que projeté par le mandat social de Faure Gnassingbé.

« L'année 2016 ne sera pas de tout repos. Construire un Etat fort, prospère, juste et solidaire, tel est le pari du gouvernement qui a à cœur de répondre aux besoins d'aujourd'hui mais qui doit également préparer l'avenir » déclarait le Chef de l'Etat qui sans nul doute a mesuré la portée du nouveau quinquennat. En faisant le choix de mettre le cap en cette nouvelle année sur la force de l'Etat, sa prospérité, la justice qui a cours et la solidarité nationale, le Chef de l'Etat envisage, avec beaucoup plus d'optimisme, l'avenir du Togo en pariant sur un cheval gagnant. Pour répondre au grand défi, Faure Gnassingbé est d'ailleurs prêt à tous les sacrifices, « Je ne ménagerai aucun effort afin de rassembler toutes les forces vives de notre pays autour des enjeux essentiels qui doivent nous mobiliser » a-t-il soutenu.

Les Togolais attendent donc leur président sur les grands enjeux précités : -faire du Togo un Etat fort prêt à répondre aux défis sécuritaires de la sous-région et à s'immuniser contre l'insécurité intérieure fragilisée par les braquages et la justice populaire qu'elle entraîne.

-offrir des chances d'un emploi aux jeunes pour la prospérité dont parle fièrement le président, à défaut des chiffres, pour sceller l'engagement.

-réglementer l'appareil judiciaire corrompu depuis des lustres, un grand défi à relever face aux manipulations judiciaires qui font croupir des innocents dans les geôles des prisons du pays et enfin

-ressouder le tissu social pour consacrer une solidarité nationale, laquelle ne pourrait être effective sans une souscription à la décentralisation pour réduire les cas d'injustice sociale.

Le Chef de l'Etat a parlé à son peuple. Mais il faudra à ce dernier pour que la sincérité de ces bribes de phrases se traduise dans les faits, régler la grande équation que pose le violent télescopage entre les objectifs du mandat social et les réformes économiques portées par l'OTR.

Isaac Tonyi

Sécurité maritime, réformes constitutionnelles et institutionnelles, élections locales : 2016 vue par Faure

On l'attendait le 31 Décembre pour son traditionnel message à la nation. Mais non ! Faure a encore choisi sa date : le 2 janvier de la nouvelle année. A l'occasion, le Chef de l'Etat a fait le bilan de l'année écoulée tout en jetant un regard rétrospectif sur les réussites et échecs ayant jalonné la vie sociopolitique et économique en 2015 au Togo. Puis s'est-il, ensuite, projeté sur l'avenir, notamment 2016 avec les grands chantiers en vue. La cerise sur le gâteau, des signaux annonciateurs du début d'opérationnalisation des réformes politiques ainsi que l'organisation des élections locales.

Séquencé en deux grands compartiments, ce discours de Faure passe en revue l'actualité nationale et internationale puis, bien entendu, l'année 2016 telle qu'envisagée par le Chef de l'Etat.

Portant son regard analytique sur les faits sociopolitiques et économiques ayant marqué 2015 sur le plan national, le Chef de l'Etat s'est dit, d'abord inquiet de la montée des «vagues meurtrières» d'attentats terroristes tant en Afrique qu'ailleurs dans le monde, notamment en Europe. Toutefois, «Cette montée de l'insécurité est un défi majeur que nous devons impérativement et collectivement relever avec plus de vigueur», a-t-il affirmé. A propos, Faure Gnassingbé n'a pas manqué de saluer la bravoure et le professionnalisme des forces de Sécurité togolaises engagées dans différentes missions de maintien de la paix dans le monde. «Je saisis la présente occasion pour féliciter nos forces de défense et de sécurité qui risquent au quotidien leurs vies, en agissant vaillamment à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières pour un monde pacifié et plus sûr», a dit Faure Gnassingbé.

Au plan national, le Président de la République n'a pas caché sa désolation et surtout son « regret » face aux malheureux et « tragiques » événements produits, courant l'année dernière à Tabligbo et Mango, avec leur corolaire de pertes en vies humaines. Tout en compatissant à la douleur des familles endeuillées, le Chef de l'Etat se montre menaçant : «Au-delà des actions pour apaiser les tensions, nous ne pouvons et ne devons tolérer que de telles situations se reproduisent». Puis il avertit : «C'est pourquoi j'en appelle à la responsabilité de chacun à quelque niveau que ce soit. Je demande plus de professionnalisme aux forces de sécurité dans la gestion de ces situations, en même temps que j'en appelle au sens de civisme et de la mesure des populations».

Fort heureusement, 2015 n'a pas été que dramatique. Le Togo a, au cours de cette année, enregistré des performances retentissantes telles que retracées par le N°1 des Togolais. Ainsi, dans son message à la nation, le Président de la République a relevé l'organisation de la dernière présidentielle du 26 avril 2015 jugée « apaisée », « libre » et « transparente », aussi bien par la communauté internationale que le Président de la République. Fort de ce satisfecit, confie-



Faure Gnassingbé

t-il, « J'ai la ferme conviction que le quinquennat qui a commencé en 2015 sera porteur de plus d'espérances... ». Pour ce faire, Faure Gnassingbé base son espoir sur l'apaisement du climat social, la sécurité, la consolidation de l'économie togolaise, l'amélioration des conditions de vie des populations, surtout à travers la politique d'inclusion sociale et économique en cours dans le pays sans oublier la lutte contre la corruption. Ces politiques, poursuit-il, constituent «des acquis qui méritent d'être préservés».

«... de nouvelles étapes seront franchies... «Ceci nécessite de donner corps à la commission sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles et d'amorcer la mise en œuvre de la feuille de route relative à la décentralisation et aux élections locales ». »

En outre, le Chef de l'Etat s'est félicité des résultats probants issus des dernières enquêtes spécialisées QUIBB. Lesquelles enquêtes révèlent la réduction sensible de la pauvreté et du chômage ainsi que l'amélioration nette de l'accès aux services sociaux de base notamment, l'eau potable et l'électricité. Des statistiques, somme toute, satisfaisantes dont se réjouit le Président. «Sans avoir besoin de le crier haut et fort, le Togo maintient le cap vers l'émergence... »,

s'est notamment rassuré Faure Gnassingbé qui n'entend point en rester là. Puisque, rassure t-il, «Nous devons poursuivre cette recherche de mieux être pour tous les Togolais en redoublant d'efforts pour répondre à la demande sociale légitime sans cesse croissante...intensifier la mobilisation de ressources internes afin d'offrir des services publics plus efficaces, de meilleure qualité et au plus grand nombre ».

Cet engagement se veut une belle transition trouvée par le Chef de l'Etat qui dessine, ensuite, le squelette du Togo en cette année 2016. D'entrée, «L'année 2016 ne sera pas de tout repos ! », averti le Chef de l'Etat. Ainsi, «Nous devons construire un Etat fort, prospère, juste et solidaire, ...bâtir des institutions fortes, une administration efficace et efficiente, plus proche et à la hauteur des performances recherchées », promet le N°1 des Togolais. Puis, il lève le voile sur le sujet sur lequel, il est plus attendu cette année-ci. «Dans le même esprit, de nouvelles étapes seront franchies dans le processus de réformes politiques et de décentralisation ». Et d'être précis : «Ceci nécessite de donner corps à la commission sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles et d'amorcer la mise en œuvre de la feuille de route relative à la décentralisation et aux élections locales ».

Ainsi présentée 2016 par le Chef de l'Etat qui n'a pas manqué de rappeler la Conférence Internationale sur la Sécurité Maritime et le Développement que

Magloire TEK0

DISCOURS D'UN CITOYEN D'ÉTAT

Citoyennes, Citoyens d'État

Face aux échos assourdissants de l'ordinaire politique, la question sociale n'a jamais été posée d'une façon si tragique ; car l'ampleur de ses effets pernicioeux distendent les liens, érodent dangereusement l'édifice sociale de la Nation, tandis que les boussoles à l'envers de l'espoir indiquent mille lieues à sénestre de vos cruelles réalités, dont les signes extérieurs visibles glacent le sang, et justifient toutes les postulations de la morale, et des actions concluan-tes qu'il faille aconcevoir, et aconduire.

A l'instant, où je m'adresse à vous, j'entends raisonner depuis les voûtes intimes de mon moi disloqué par les cris désespérés de vos souffrances, la voix lointaine de l'incorruptible factionnaire de ma conscience, qui exprime avec méseise, la gravité de votre déconfort, et la fureur des multiples inquiétudes qui vous habitent, et vous défient chaque jour dans l'essence même, de votre existence aux motifs désassemblés.

Lors de sa campagne électorale, le Président-candidat, exsudant le monde qu'il transportait en lui, d'où transparaissaient les antonymes de vos désarrois, en proie à un sentiment d'apesance et de dérélition, parcourait le Pays en son plus solennel arroi pour accoiser les humeurs, en faisant assavoir sa volition déterminée par une suite de causes à effet, après s'être convaincu et imbu du constat enluminé qu'il fit du champ social ravagé, qu'il fallait issir d'urgence, nombre considérable de ses sujets enlisés.

Appert-il mieux des aconseils d'un homme, que les arrêts rendus par ses déchirements intérieurs, fondés sans essiance sur des élans de sa conscience ? Sans doute en apercevant un tel champ de désolation dont le visage mésavenant porte des sclé-roses insoutenables de sa politique, le Président eût-il, ce qu'aucun sudorifique quelque puissant qu'il fût, n'avait encore pu produire sur lui. Ainsi voulût-il placer son 3^{ème} mandat sous le sceau du social.

Qu'il me soit permis de rappeler à la mémoire collective, que c'était : « **Quinquennat-Social** » qui en était l'expression consacrée et reprise en chœur par la sensitive médiatique et politique.

J'ai requalifié cette appellation en « **MANDAT SOCIAL** », par une

capture analytique diptyque, formulée sans hâte, qui fut portée à la connaissance générale dans une Tribune intitulée : « **Le Mandat Social** » ; suivi du : « **Mandat social 2- les raisons Psychologiques de sa réussite** ». Quel homme, fût-il celui quel qu'il soit, dans l'audience humaine, eût pu considérer et faire accroire que ce n'était qu'argutie ? Tel homme alors, mériterait d'être sauvé de sa vécordie, et ne pût susciter qu'indignation et objurgation, au regard de la charge organique presque émotionnelle des convulsions sociales, que faisaient apparoir tant de détresses et de frustrations quintessenciées et expulsées au plus haut degré, à l'acoison de cette élection qui fut gagnée de basse lutte.

Pour preuve qu'il en est ainsi, j'avais estimé que le Président de la République n'eut point mésinféré, et qu'il ressentit l'acuité de cette extrême misère pour en avoir pressenti l'urgence de l'action et des remèdes vulnérables qui dussent s'imposer pour épanouir son « contrat social » dans toute sa plénitude; ce qui me conduisit alors à éploier quelque ardeur et à brandir gonfalon sort étant jeté, pour assouager les impatiences et enflammer les courages à ne point s'évanouir au hasard des lassitudes inévitables, mais de s'ajeter corps et âmes dans une mobilisation des énergies et des imaginations contre cette abominableté monumentale de tragédie sociale, - quelles que fussent les dissenti-ments politiques respectifs, ou de considérations dialectiques personnelles-, pour l'alanguir, l'ablatir et la dévitaliser de sa hargne destructrice, à seule fin de l'achevir, de l'arruiner et d'en triompher ; et que s'en fussent ébaudies sous le ciel zébré d'éclairs d'espérances, les forces rompues de la Nation, pour émouvoir les portes closes de l'Histoire.

Une telle posture de ma part n'était point en vue d'arouter chemin dans l'expectative d'une quelconque gratification différée qui m'eût permis de m'escomptir, ni d'ablandir ou d'amieler le pouvoir, mais plutôt dans l'acertance que l'échec du Mandat social serait un désastre national et humain, et que par conséquent, la responsabilité de cet échec n'eût pas été imputable et exclusive qu'aux seuls Président de la République et à son gouvernement, mais à toute la commu-

nauté des consciences qui de facto, eussent abdiqué et trahi leurs devoirs de solidarité envers ceux de nos concitoyens d'État qui sont dans la défaveur du destin ; car leur courage ne suffit plus à leur malheur pour l'irréfragable raison que ce qu'il y a de plus vif dans les grands courages, c'est-à-dire la DIGNITE ; cette dignité qui permet à l'homme de s'élever au dessus de ses propres forces dans les moments les plus désespérés, s'est « amuïe » ; de même que leur état d'indigence, d'abaissement et de délaissence exprime la viduité de leur âme d'où explose une colère ignée qui jaspait ces impersonnels bulletins de vote aussi muets qu'éloquents, emportés dans ces urnes éventrées de stupéfaction, et qui semblaient avoir été jusqu'ici, plutôt l'objet de leur désespoir que de leur bonheur, mais dont ils espérèrent cette fois, qu'il en jaillît quelque éclaircie pour diaprer leur résilience, ataignant d'assavouir la vraisemblance d'un horizon enfin désobscuri, et d'asseurir l'avenir. Telle fut donc, la lecture univoque et l'interprétation sémantique, qu'en toute lucidité (...), je fis de cette consultation huchée sur l'Antiquité des procédés fort peu élevés de stature, et que néanmoins j'ai cru expédient de saluer.

Mon budget d'enthousiasme allait grandissant ; s'abandonnant au cours fluviale de ses conjectures ; une des grâces de la bonté, à savoir, la naïveté compassionnelle, me transportait vers des songes, où il me prit souventefois de fantasier la foule des écrasés se lever comme un seul homme dans un concert d'onomatopée imitant les sons de cloches, pour aller se conjurer et s'accommoder avec les troupes victorieuses des gouvernants et des forces vives de la Nation qui fussent parvenues à amortir leur mal après tant d'efforts consentis sous les yeux ébahis de l'Histoire. Peu s'en est fallu, que l'impeccabilité de mes songes trompât la réalité, et que je visse mon esprit s'anonchalir dans les profondeurs ouatées de l'irréel. Qu'eussé-je eu à dire, si tant est que je m'enlissasse ? Jaçoit que très volontiers, j'eusse pu assentir à un tel aplaisir, toutes et quantes fois qu'il me serait donné d'y souscrire, si cela pût avoir quelque incidence heureuse sur le sort de mes infortunés concitoyens.

Les jours passent, rien ne se

passé ; nos vies s'emplissent des mêmes contingences ; ce pendant, un destin est au bord du précipice. D'une rage ignée, telle des planètes éclatées, le défamé Premier ministre sortant, bête politique au pedigree incertain, qui se fit souffler dans les bronches pour n'avoir jamais eu la branche, ni l'art et la manière dans ses déclarations, sommé de s'expliquer et d'éclaircir maintes traces obscures et les dessous de ses mécomptes (...), en mena étroit les pieds flasques et ventre en l'air dans une démission semble-t-il, sous « péri-durale ». Après moult souffrances, l'éminence renversa ses escabelles, et tira sa révérence, à-Dieu-va ; s'en trouva meurtri et équassé par les dégastations de la vie politique, en conçut grande déçoite, et se mussa dans un ataisement outré, drossé par les rafales de l'écœurement.

Alors que s'esquissait la nomination d'un nouveau premier ministre, deci à tant qu'eussent fini de s'entrechoquer le prosélytisme des uns et des autres dans une atmosphère de lutte de clans, et les intrigues de palais dont les sous-jacents étaient de s'assurer autant que possible quelque influence sur le choix présidentiel, voilà que survint une curieuse histoire à prétention de vérité et de révélation en quelque façon abjecte. Comme ces aruspices qui furent à l'œuvre naguère à Rome, sondant foies et reins, les mains enfouies dans les dédales des entrailles, quelques âmes en peine aux pensées déréelles, qui attendaient que l'expression cynique de leurs sous entendus véaniques fût exaucée, colportaient tout d'un aroi des rumeurs destinées à l'adresse des subconsciences, par des signaux itératifs et furtifs qui laissaient augurer l'inabrogeable, pour raison que le Prince n'eut point épargné sa breloque, et que donc, l'état d'urgence opérationnelle décrété pour engager le Mandat social, eût succombé à l'état incertain de la langueur en son acmé. Tant soit peu, le Prince fût-il amaladi, -ce qui relève des contingences physiques inhérentes à tous les hommes-, il n'était point à l'entrefilet de la « Faucheuse » qui, Dieu merci, n'y eut consenti ni contribué, en quoique ce puisse être à cette triste séquence d'un « éréthisme » jubilatoire qui inquiéta, suscita quelques élucubrations insanes qui furent compromises par un démenti laconique, met-

tant l'indélicatesse des faquins aux abois. Je compris alors, que des vérités sont enfouies dans des imbroglios qui se composent de ressentiments, de haines incoercibles et inexpiables ; de secrets de polichinelle, du dégoût de l'autre piqué de malveillance, et de soupirs sataniques arrachés à des vies bar-rées par un genre de sous génie dont les yeux sont fermés aux miracles de l'exception.

Un Premier ministre fut enfin nommé après que l'eau eut coulée sous les ponts des supputations et de l'impatience de la gent médiatique et politique qui endévaient d'attendre. Après de longs et difficiles ajustements entre le baroque et un classicisme égueulé, aux saillies épineuses dressées tels des ergots, vit le jour « le fin des fins ». Le summum de l'exquis ! Le Nec plus ultra de l'audace et de l'imagination. Le soufflé retomba ; les souffles furent coupés ; en contrebass, d'illustres grands blessés et toutes leurs séquelles ensuquées ruminent les transgressions et les offenses dont ils s'estimèrent victimes. Déceptions et rancœurs font chambre commune les quatre fers en l'air dans un univers de désillusions et d'aigreurs flambées à la liqueur de venin, et d'arrières pensées affûtées telle une épée, pour rendre clicaille à la cohue quand jour viendra de s'entrahater.

Un gouvernement éclamé, inspiré par le plus-que parfait du subjonctif ; un gouvernement inattendu, pansu, à l'éclat du « déjà vu », dont le charme fut rompu aussitôt qu'il fut connu, par un tollé d'emeuvements, d'incompréhensions et de critiques, pour la raison que ce gouvernement composé de pontes et de fontes, orné de disciples et de condisciples aux multiples périple (...), accablé de « sommités » frappées de rétrogradation, ressemblât à s'y méprendre au sortant maintes fois décrié pour inconduite et impéritie. Bas se fut trouvé mon allant ; sans vouloir appuyer sur la chanterelle, quoiqu'éplapourdi par cette falourdie, Je fis acte d'auto-persuasion pour verser mon trop plein dans une pondération qui congédia tout manichéisme, afin de ne point juger sur la forme, mais sur le fond ; c'est-à-dire sur la pertinence des actions qui n'eussent pas manqué, - croyais-je - d'être engagées pour donner une réalité effective aux

Suite à la page 6

Mouvement d'humeur hier sur le campus universitaire de Lomé

Graves échauffourées entre forces de l'ordre et étudiants

« Si nos revendications ne sont pas toujours satisfaites jusqu'en janvier 2016, nous serons obligés de prendre nos responsabilités à travers la prise des mesures d'envergure pour arriver à notre fin ». C'est en ces termes que s'exprimait Akomabou KONDO, le président du MEET (Mouvement pour l'Epanouissement de l'Etudiant Togolais) le

Et bien depuis hier, les étudiants n'ayant pas eu satisfaction de leurs revendications, lesquelles ont trait aux bus de transport, aux logements universitaires, à l'électrification du campus ainsi qu'au retraçage des pistes dans l'enceinte du campus universitaire, ont voulu passer à la vitesse de croisière en organisant hier une AG sur le campus. Mal-



Les étudiants sortis massivement pour manifester leur ras-le-bol



Image témoin des échauffourées sur le campus

naigre. De graves échauffourées ont opposé les étudiants aux forces de l'ordre qui ont fait usage de gaz lacrymogènes. Jets de pierres, pneus brûlés, courses

poursuites, le campus universitaire et ses environs ont été transformés en champ de bataille. Les étudiants en furie ont défoncé une des portières d'une voiture de la

police.

Notons que depuis l'année dernière, les mouvements estudiantins dont le MEET ont tenu une réunion de travail avec les autorités universitaires au sujet de leurs revendications. Ces derniers donnaient jusqu'au 06 janvier 2016 au gouvernement et aux autorités universitaires pour voir satisfaire leurs revendications. Ce délai étant expiré depuis le mercredi dernier, le risque de voir le campus sombrer dans des mouvements d'humeur était imminent.



Les forces de l'ordre en position de dissuasion

La rédaction

Dragage de la lagune de Bè par la SAD et allégations de dégradations environnementales

Le DG Serge Houndako balaie du revers de la main le lien de causalité

● Le rapport de la contre expertise de Geotech très attendu

Après une étude d'exploitation environnementale, la Société Africaine de Dragage (SAD) se voit octroyer en septembre 2012, l'autorisation d'exploitation du sable lagunaire au profit du continental qui provoquait l'érosion des côtes togolaises. Deux ans après, cette autorisation, les craintes et inquiétudes des riverains et de certaines associations notamment l'Atbaf (Association Togolaise pour le Bien-être Familial) et Odip (Organisation pour un Développement Intègre et Participatif) ont commencé par réveiller les soupçons sur le danger qui se profilait à l'horizon.

Il est reproché à la Sad, l'exploitation du sable de la lagune de Bè au-delà des 10m de profondeur requis pour le dragage de la lagune et cette situation

selon les plaignants ne seraient pas sans conséquence sur l'environnement immédiat de la société. Des fissures observées çà et là sur les murs des maisons de la zone d'exploitation, l'affaissement des puits dans certaines maisons et pire encore, l'effondrement des sanitaires d'un bar restaurant construits en bordure de la lagune, serait la preuve tangible de la supposée exploitation anarchique du sable de la lagune de Bè.

Le DG de la Sad réfute catégoriquement le lien de causalité, Geotech pour rétablir la vérité

« Nous estimons fausses, les allégations des communautés et des Ong. Le dragage permet plutôt d'éviter les phénomènes d'inondation dans le quartier. Les activités de dra-



Le matériel d'exploitation du sable positionné sur la lagune de Bè

gage n'ont pas commencé à Lomé ni à Bè pour causer des fissures dans les murs », rétorque Serge Houndako, DG de la Sad. C'est à croire que l'écroulement des sanitaires du Bar restaurant et les fissures dans les maisons ne sont qu'un pur ha-

sard, sinon une coïncidence qui n'établit aucunement un lien de causalité avec l'exploitation du sable de la lagune. Ce tiraillement entre riverains et associations d'un côté, et les responsables de la société de l'autre, sur un sujet environnemental assez

crucial oblige donc la société Geotech, commise par l'Agence Nationale pour la gestion de l'Environnement (Ange), de rétablir la vérité sur le lien de causalité. Indexée par les associations plaignantes et les riverains de complice dans le jeu qui se joue sur la lagune de Bè, l'Ange veut rester plus objective en se rabattant sur Geotech une société connue pour sa compétence en géologie.

Associée au cabinet topographique Evp et laboratoire Vernier, la société Geotech a une grande responsabilité face à l'histoire, c'est pourquoi le rapport de la contre expertise est très attendu et fait déjà des émules.

Isaac Tonyi

Lancement de la Journée Nationale de la Société Civile au Togo

Les OSC en quête de leur visibilité

La définition et le rôle exact de la Société civile sont souvent sujets à caution au Togo, tant ces organisations prennent le plus souvent des couleurs politiques, délaissant ainsi leur véritable terrain de prédilection. C'est donc pour pallier à cet imbroglio que les faïtières nationales ont initié la célébration de la Journée Nationale de la Société Civile au Togo (JNSC) dont la première édition est prévue les 19 et 20 janvier prochains. L'information est portée à la connaissance du public hier mercredi 12 janvier à Lomé.

Comment redéfinir le rôle des organisations de la société civile dans le processus de développement d'un pays ? C'est à cette question que tenteront de répondre les trois faïtières nationales d'Organisations de la Société Civile (OSC), notamment la Fédération Nationale des Réseaux Régionaux du Togo (FNRR-Togo), l'Union des ONG du Togo (Uongto) et la Fédération des ONG du Togo (Fongto). Voilà donc les faïtières porteuses de ce projet financé par l'Union

Européenne à travers le Projet d'Appui à la Société Civile et à la Réconciliation Nationale (Pascrena).

Ainsi, pendant deux jours, expliquent les organisateurs, les projecteurs seront allumés sur les OSC à travers le rôle et surtout leur importance dans un régime démocratique. En appui à ces trois faïtières, Wildaf-Togo qui est un réseau spécialisé d'associations travaillant sur les questions relatives aux droits des femmes et des filles, le



Table d'honneur

Relutet, un réseau spécialisé d'associations travaillant sur les questions relatives à la lutte contre la traite des enfants, la plateforme de lutte contre le VIH/ SIDA et la Fetaph, un réseau spécialisé d'associations travaillant sur des questions relatives aux droits des personnes handicapées.

Au programme, trois

grandes attractions. D'abord, un atelier de réflexion pour une définition consensuelle de la société au Togo, suivi d'une exposition du potentiel des organisations de la société civile puis un débat radiotélévisé sur la JNSC. « Notre objectif visé, en organisant cette Journée nationale de la société civile est

de présenter à l'opinion, cette journée qui nous offre l'occasion de parler des acquis et les réalisations à l'actif des ONG. Ce sera également une occasion, non seulement pour rendre compte de ce qui se fait par ces acteurs de la société civile pour le développement de notre pays, mais aussi pour ces organisations de communiquer et partager les stratégies de leurs réalisations », a expliqué le Président du Conseil d'Administration de Uongto, Batawila Dogousoga.

Il est à espérer qu'au terme de cette journée, l'opinion sera désormais située aussi bien sur la vraie définition de la société civile, son rôle que l'identité d'un acteur de la société civile. En somme, la société civile aura une définition homogène, la vraie, au sortir de cette journée.

Magloire TEK0

DISCOURS D'UN CITOYEN D'ÉTAT

(suite de la page 4)

Citoyennes, Citoyens d'État

engagements présidentiels. On eût pu s'attendre d'emblée à des mesures symboliques et fortes ; prélude à ce que dussent être les épontilles sociales de ce mandat. Hélas, la première décision qui fut annoncée, était l'inattendue hausse du prix du carburant qui venait s'ajouter à ceux déjà très élevés des denrées alimentaires de première nécessité. Ce qui eut pour effet de resserrer les pièces enlacées du nœud gordien du tissu social, au lieu qu'elles fussent énouées ! Quelle guêpe eut piqué les esprits ; de douloureuses sensations de brûlure, suscitèrent de vives réactions, pour légitime raison que cette annonce est reçue comme une irrisation ; subie comme une attaque oblique contre le pouvoir d'achat, et, était de nature à aggraver une vie chère déjà vécue comme une strangulation par les populations. À supposer qu'il n'était en aucune manière dans les intentions premières de l'exécutif de relenqu岸 à ses engagements, ce « tête-à-queue social » sema le doute dans les esprits ; jeta de l'ombre sur la sincérité sociale du gouvernement, et donna l'impression qu'il tourna le dos à la dialectique sociale de ce 3^{ème} mandat. Cette désublimation en quelque sorte,

« répressive » du Mandat social, l'oblitéra, et fit apparaître qu'il lui manquât peut-être au fond, une substance médullaire qui eût permis une mise en œuvre maîtrisée et apensée. Oncques, nous vîmes telle amesnance aux allures d'un « romantisme révolutionnaire » qui consiste à confondre l'action politique avec l'art consommé de l'approximation brutale. Certaines voix dont la petite mienne demandèrent en vain à l'exécutif de rendre gorge ; aturré et dénué de tous regrets, il n'en prit point le « trimard ». Que de beaux jours en perspective pour l'entripaillée « la vie chère » qui se voyant ainsi impatronisée, rode, pénètre dans les masures, en examine les aîtres, frappe, étrangle à ciel ouvert, décime à huis clos ; -qu'importe la manière !-, ne parade-t-elle pas déjà armée de sa férocité, cheveux au vent, gueules grandes ouvertes, hilare à l'idée de s'assotter, puis d'engloutir quelques nouveaux misérables assemenciés ! Nous fîmes fracas d'une improbation qui fit époque, et dont le bruit extérieur mit à quia un gouvernement inhabile qui tenta à pousse-larigot de se justifier en entonnant le menton fier, quelques explications boiteuses et aphasiques qui passèrent

mal dans l'audience, et donnèrent lieux oratoires à celui, quel qu'il soit, goutât pareille lie et n'en fût point disloqué.

Il appert de ce faux pas, des traces indélébiles sur l'image pourtant sans éclaboussures d'un Premier ministre fort estimable, mais sanglé et corseté dans une prudente retenue inspirée par un pointillisme étroit, devenu désordonné et réduit à un ilotisme complet. Il dispose certes d'une légitimité, mais cette légitimité est « nue », et ne lui confère pas l'autorité nécessaire pour gouverner. Cette déqualification du Premier ministre, qui « institutionnalise » sa fragilité initiale, est un des faits majeurs de son « impuissance », et donc, de son « inérectilité » politique. Peut-être, faudrait-il envisager à l'avenir, soit de SUPPRIMER purement et simplement la fonction de Premier ministre, ou alors la conserver, mais avec un peu plus de « fibre musculaire » ; car comment concevoir qu'au sein d'un même gouvernement, le Premier ministre pût être ainsi mésestimé, et qu'il se trouve plus puissants ministres que lui... ? Il en va, certes, des tempéraments personnels et de la dotation innée ou avortée du charisme ! Mais permettez que j'ose le dire ;

cette déqualification du Premier ministre est la conséquence des pouvoirs exorbitants concédés au seul Président de la République, dès lors, je vois mal comment le remplacement d'un quelconque Premier ministre par un autre, pourrait remédier à quoi que ce soit, si ce dernier ne dispose pas en effet des coudées franches, et si surtout, ne fût provoqué un sursaut salutaire qui cimente la volonté politique dans une vision claire des actions qu'il faille accomplir, la puissance du verbe chapeautant l'action dans un esprit d'efficacité durable. Aucun gouvernement, de quel qu'État, fût-il riche et puissant, ne peut affronter une telle nébuleuse de problèmes sans avoir au préalable, établi une échelle des priorités conduisant aux stratégies d'agencement et d'exécution des objectifs, par des choix qui feront l'objet d'un triage des « urgences prioritaires ». Ainsi, la santé, l'éducation, l'insécurité, à laquelle sont venus s'ajouter les risques d'attentats terroristes sur notre sol, -depuis que notre politique étrangère est sujette à une « furonculose diplomatique »-, le logement, le pouvoir d'achat, la décentralisation, l'impérieuse nécessité des réformes et de l'indépendance de la jus-

tice, me paraissent, ceux vers lesquels, « l'obsécration sociale » doit se porter pour réinitialiser un Mandat social dont la force détersive semble se dissaparer de ses acréancements initiaux ; car le danger qui guette notre Pays, quoi qu'en disent et quoi que feignent de croire, pour s'en convaincre certains observateurs et commentateurs politiques, n'est pas que la société togolaise est achancree par la division ; elle est certes traversée par des convulsions politiques erratiques et des réflexes partisans hétéroclites, parfois tribalistes, souvent suscités secrètement, et artificiellement entretenus à dessein pour des raisons d'hégémonisme politique et économique par quelques esprits chaotiques ; mais ce ne sont en rien, des abysses idéologiques et culturelles aussi profondes qu'infranchissables, ou des cloisonnements ethniques si épais, si étanches, qu'ils devinssent irréductibles.

**par CYR Adomayakpor
Alban de la Meunière/ 1er
Janvier 2016**

A suivre

Enquêtes QUIBB 2015

Lomé rattrapée par la pauvreté !

L’Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEED) a publié, le 30 décembre dernier, ses travaux d’analyse de l’Enquête QUIBB 2015 et d’élaboration du profil de pauvreté. Au terme de ces travaux, il ressort que Lomé, la capitale, est rattrapée par la pauvreté. Pendant ce temps, l’on note une légère baisse du taux de chômage dans le pays.

L’adoption des Objectifs pour le Développement Durable (ODD), en remplacement des OMD, arrivés à terme, contraint le Togo, tout comme d’autres nations du monde, à recourir à de nouvelles données devant leur permettre de redéfinir leur politique de développement. Rôle dévolu à l’Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEED) qui n’a pas dérogé à la tradition. Portées sur un échantillon de 2400 ménages, il en ressort de ces enquêtes que la vie n’est pas rose pour les populations de Lomé.

Selon les chiffres, à l’inverse du reste du pays où la

pauvreté a légèrement baissé, le grand Lomé a enregistré une hausse sensible de la pauvreté avec une incidence qui est passée de 28% en 2011 à 34% en 2015. S’agissant de l’accès aux services sociaux de base, cette enquête révèle que la proportion de ménages qui utilisent l’électricité est passée de 39,2% en 2011 à 48,3% en 2015, soit une amélioration de 9.1 points de pourcentage. Par contre, l’utilisation des lampes à pétrole dans les ménages a baissé de façon drastique, passant donc de 23,5% en 2011 à 3,1% en 2015. Soit une baisse de 20.4 points de pourcentage. Aussi, l’utilisation des

lampes torches a augmenté, passant de 22,9% en 2011 à 42,1% en 2015 ; soit une augmentation de 19.2 points de pourcentage. Quant à l’utilisation d’eau potable, elle s’est améliorée avec une augmentation de 5.9 points de pourcentage, passant de 55,9% en 2011 à 61,8% en 2015.

Cependant, à en croire les résultats de ces enquêtes, il y a de quoi espérer une prochaine amélioration. Et pour cause, les indicateurs de la pauvreté et les inégalités se sont améliorés dans l’ensemble du pays. En effet, l’incidence de la pauvreté est passée de 58,7% en 2011 à 55,1% en 2015. S’agissant de l’indicateur d’inégalité, l’indice de Gini passe de 0,393 en 2011 à 0,380 en 2015. Toutefois, il est à relever que cette baisse de l’incidence de pauvreté n’est pas constatée dans tous les domaines. Car, en milieu rural, le taux est passé de 73,4% à 68,7%.

Dans les autres milieux urbains, ce taux est passé de 44,7% en 2011 à 37,9% en 2015. La proportion des ménages pauvres suivant leur appréciation subjective de leur situation personnelle de bien-être est passée aujourd’hui de 81,4% en 2011 à 61,7% ; soit une baisse de 19,7 points de pourcentage pour ce qui concerne la pauvreté subjective. La sécurité alimentaire, voilà encore l’autre point de satisfaction relevé par les enquêtes QUIBB 2015. En effet, l’on note une baisse de la proportion des ménages ayant eu des difficultés à subvenir aux besoins alimentaires. Laquelle a baissé de 15.6 points, passant de 49,5% en 2011 à 33,9% en 2015. S’agissant des ménages ayant reconnu que leurs besoins alimentaires sont non satisfaits au cours des douze derniers mois précédents, l’enquête a relevé une baisse de 62,3% en 2011 à 46,6% en 2015, soit une baisse de plus d’un quart.

Pour la Santé, la proportion des personnes ayant déclaré avoir eu une maladie au

cours des quatre dernières semaines s’est accrue de 3.3 points de pourcentage. Elle est passée de 20,6% en 2011 à 23,9% en 2015. Pour le secteur de l’éducation et l’alphabétisation, le taux d’alphabétisation des personnes âgées de plus de 15 ans est à la hausse (près de 6 points de pourcentage). Il passe de 60,3% en 2011 à 66,2% en 2015. De façon générale, les taux nets de scolarisation au primaire et au secondaire se sont nettement améliorés puisque passant respectivement de 81,8% à 84,8% et de 41,0 à 49,2%.

Enfin, ces enquêtes ont relevé une baisse du taux de chômage qui est passé de 6,5% en 2011 à 3,4% en 2015, soit une réduction de moitié (3.1 points de pourcentage). Seul bémol, le taux de sous-emploi qui est en légère progression. Et pour cause, il a augmenté de 2.1 points, passant donc de 22,8% en 2011 à 24,9% en 2015.

Magloire TEKO

Littérature/ Fin d’année littéraire à la Maison d’Edition “Graines de pensées

Le Roman “Le Cordon ombilical réincarné, pour la nécessaire Métamorphose-Renaissance de l’Humanité “dédicacé

Pour sa dernière dédicace en 2015, la Maison d’Edition “Graines de pensées” a choisi le Roman “Le Cordon ombilical réincarné, pour la nécessaire Métamorphose-Renaissance de l’Humanité “de Francis Sanvi Anoumou Sodji. Œuvre dédicacée le vendredi 18 décembre dernier à Brother Home.

D’inspiration divine, selon l’auteur, ce roman subdivisé en quatre parties, véhicule les valeurs devant régir la planète, notamment la paix, l’amour, l’humilité et la liberté. Présenté par le Professeur Magloire

Kouakouvi, ce roman allie poésie, langue classique et académique.

Expliquant ses motivations, l’auteur est sans détour : «Nous devons simplement choisir dans notre cheminement existentiel, l’humilité, la glorification du Créateur et surtout, aidons l’autre à réussir dans la vie », a laissé entendre, Francis Sanvi Anoumou Sodji pour qui, «La littérature est une autre nourriture qui, non seulement nourrit l’âme, mais aussi et surtout qui ne pourra jamais constiper ni indisposer l’homme ». Quant à la richesse littéraire de l’œuvre, elle ne souffre d’aucune contestation. Et pour cause, «Ce sont des écrits d’un homme cultivé doublé d’une culture de langues. Dans ce roman, il voit des choses au-delà même de la géographie spatiale », a renchéri le Professeur Magloire Kouakouvi au cours de sa présentation critique et littéraire. Richesse littéraire dont se réjouit également la Maison editrice de l’œuvre. «Cet ouvrage est une grande qualité éditoriale. Il vient enrichir la littérature togolaise d’autant plus qu’il parle de l’importance de la prière tout en mettant un accent particulier sur les valeurs humaines et spirituelles », a ajouté, pour sa part, Tchotcho Christiane

Ekué, Directrice de “Graine de pensées”.

C’est aussi une occasion pour la Directrice Editoriale de cette Maison d’Edition de faire le bilan de l’année littéraire 2015 telle que vécue par leur structure. «Cette année a été riche en événements pour nous. Nous avons eu à éditer nombre de romans. Nous faisons partie de l’Alliance des Editeurs indépendants et à ce titre, nous avons édité deux ouvrages de la Collection “Terre Solidaire”. Nous avons également édité un ouvrage pour enfants et écoliers puis un ouvrage de Lilian Thuram qui était en tournée au Togo en septembre dernier. Nous avons eu également à éditer un ouvrage de l’ancien ministre Henri Dogbo, un ensemble d’ouvrages qui parlent de notre patrimoine que nous avons réussi à mettre en valeur », a relaté Yasmine Issaka Coubageat.

Titulaire d’un DEA en Littératures et Civilisations d’Expression française, Francis S. A. Sodji est un féru de belles lettres et proviseur de Lycée. Il s’est consacré à l’évaluation de manuscrits, à la présentation d’œuvres littéraires au cours de soirées de dédicace ainsi qu’à la promotion de la lecture au sein de la jeunesse.

Magloire TEKO

Protection de la santé publique : L’ONAF prône la consommation de la « bonne » viande

L’Office National des Abattoirs et Frigorifiques (ONAF) fait de la protection de la santé publique, son cheval de bataille. Dans sa dynamique humanitaire, cette structure nationale placée sous tutelle du ministère de l’Agriculture et de l’Elevage était, le 24 décembre dernier, devant la presse. Occasion pour la direction de cet office d’éclairer la lanterne des communicateurs sur l’importance que revêt la consommation de la « bonne » viande, une viande maturée ayant toutes les qualités requises pour la consommation.

La viande de l’étable à la table, la Directrice générale de l’ONAF a retracé aux hommes de médias, tout le processus de l’abattage des animaux par son service. Cet exercice, allant des lieux d’approvisionnement au centre d’abattage à l’ONAF en passant par le parc d’Adéttikopé, explique Dr Nèmè Hélène Bali, requiert le maximum de rigueur professionnelle. Ceci, à en croire cette dernière, aux fins de « permettre à la viande de conserver toutes ses qualités organoleptiques ». Processus allant donc de la délivrance du certificat sanitaire par les services appropriés du ministère de la Santé (Vétérinaires) à l’abattage des bé-

tails, l’estampillage puis la conservation de la viande.

La finalité de cette inspection, poursuit la Directrice de l’ONAF, est donc de « préserver les populations de certains dangers telles des maladies découlant de la consommation d’une viande infectée ». Entre autres maladies, des zoonoses (tuberculose, ténia, rage, équinoquocose, charbon bactérien...) ainsi que des crises d’épilepsie.

A ce jour, le besoin national en produits carnés est estimé à 80 mille Tonnes. La production nationale étant moindre, 45 à 50 mille Tonnes, le Togo s’approvisionne donc auprès des pays de l’hinterland tels le Burkina Faso, le Mali ou encore le Niger.

Créé en 1975, l’ONAF couvre, à ce jour, toute la préfecture du Golfe avec des services d’inspection répartis sur toute l’étendue du territoire national. Sa fréquence d’activité est de 80 à 90 abattages par jour. Un chiffre qui passe à plus de 200 pendant les périodes de fête. Dans un futur proche, l’ONAF entend étendre ses succursales dans toutes les régions du Togo.

Magloire TEKO

FLAMBEAU

Informations Topiques d'information, d'investigation, d'analyse et de publication

des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC

Siège social : Bd du 13 Janvier, Nyékonakpoé 06 BP. 60364 Lomé

Tél. (+228) 26 70 04 96

e-mail : Loiclate@gmail.com

Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général chargé de la Publication

Loïc LAWSON

(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction

AGBESSI T. Isaac.(90 20 36 51)

Rédaction

Edgar K. DJISSENOU

K. Isidore

Magloire TEKO

Stagiaire

DOGBE-A. Koffi

PAO

Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Laurent

Tirage : 3000 exemplaires

Infrastructures routières

Le géant EBOMAF à la conquête du Bénin

Après les axes routiers Parakou-Djougou, Bodjécali-Madjécali-Iloua, Comé-Lokossa-Dogbo, Parakou-Wèwè, Tangbo-Zé et Ouegbo-Toffo, l'Entreprise Bonkougou Mahamadou et fils, plus connue sous le nom d'EBOMAF se voit de nouveau confier, la réalisation de l'axe Barikoara-Kérou-Péhunco-Djougou, la route Dassa-Savalou-Djougou et le tronçon Zé pour répondre à la dynamique mise en branle depuis trois ans par le Président Thomas Yayi Boni afin d'offrir au Bénin l'image d'un Etat moderne. Primée en 2015, « Meilleure entreprise du Top 100 des entreprises du Burkina-Faso », le géant EBOMAF qui fait la fierté de la sous-région Ouest-Africaine empoche, par l'intermédiaire de sa filiale béninoise, 335 milliards sur les nouveaux marchés gagnés.



L'une des routes à construire par EBOMAF

Le Groupe EBOMAF conforte son leadership dans les grands travaux au Bénin. La saga continue de fort belle manière au pays de Béhanzin. EBOMAF-Bénin a commencé la nouvelle année en fanfare avec l'attribution d'un nouveau marché dans le Nord du pays pour un montant global de 149 milliards F CFA. La filiale béninoise du leader burkinabè du BTP est encore sollicitée pour moderniser l'axe Barikoara-Kérou-Péhunco-Djougou sur

renouvelée des plus hautes autorités à EBOMAF et à son PDG Mahamadou Bonkougou depuis 2012. Ce dernier marché porte à environ 335 milliards F CFA l'enveloppe cumulée des contrats routiers conclus ces derniers mois entre l'Etat béninois et EBOMAF-Bénin.

En effet, le chantier Barikoara-Kérou-Péhunco-Djougou s'ouvre juste après l'attribution du projet Dassa-Savalou-Djougou et ses bretelles sur une longueur totale de 270 km pour un montant global de

L'aménagement et le bitumage des axes concernés vont aboutir à des routes modernes aux normes internationales.

La présence de EBOMAF dans le BTP béninois est des plus remarquables ces dernières années. Grâce à l'expertise dont elle a fait montre au fil des ans, la société de Mahamadou Bonkougou s'y est taillée une réelle réputation dans l'exécution de projets routiers d'envergure. Au point de s'imposer comme l'un des principaux bâtisseurs

efficacement en œuvre la politique de réhabilitation et de modernisation des infrastructures routières initiée par le Président Thomas Yayi Boni depuis son accession au pouvoir. A l'instar des autres chantiers en exécution çà et là sur toute l'étendue du territoire national, le bitumage du tronçon Barikoara-Kérou-Péhunco-Djougou s'inscrit dans un Partenariat Public-Privé dont le financement résulte de l'opérationnalisation de la Table ronde de Paris

réceptionné), Comé-Lokossa-Dogbo, Parakou-Wèwè (50% de taux global de réalisation), Tangbo-Zé et Ouegbo-Toffo, les nouveaux fronts ouverts à Barikoara et à Djougou sont appréhendés avec le même entrain. Sous la houlette du Directeur technique de EBOMAF-Bénin, Arouna Mohamed, un personnel hautement qualifié s'appuie déjà sur un impressionnant parc d'engins pour tenir le compte à rebours de la modernisation de



Vue des engins de EBOMAF affectés pour les travaux



Poignée de mains entre Yayi Boni et le PDG EBOMAF



Ton du démarrage des travaux donné par le Président Yayi Boni

une distance totale de 215 Km. Le top de départ des travaux donné respectivement, les 5 et 6 janvier derniers à Barikoara et à Djougou, par le Président Thomas Yayi Boni témoigne de la confiance sans cesse

155 milliards F CFA ainsi que ceux des tronçons de Tangbo-Zé sur 17 Km pour 10 milliards F CFA et Ouegbo-Toffo sur plus de 12 Km pour plus de 7 milliards F CFA. D'autres projets sont actuellement en cours de négociation.

d'infrastructures au Bénin. C'est aujourd'hui un acteur clé dans la conduite de projets structurants. A la grande satisfaction des populations, la franche collaboration entre l'Etat béninois et EBOMAF permet actuellement de mettre

organisée en 2014 pour mettre en synergie d'actions le gouvernement béninois et des partenaires sûrs au développement.

Le lancement des travaux Barikoara-Kérou-Péhunco-Djougou a offert une tribune privilégiée au Président Thomas Yayi Boni et au ministre des Travaux publics, Gustave Sonon, pour saluer ce bel exemple de coopération Sud-Sud gagnant-gagnant.

cette importante voie. Hommes, femmes, vieux, jeunes et enfants des localités bénéficiaires du projet routier sont sortis massivement oindre le début d'exécution des travaux de bénédictions et de libations.

Etant donné que cet ambitieux chantier vise doublement le désenclavement d'une vaste zone agricole nationale et l'accélération du processus d'intégration régionale.

Après Bodjécali-Madjécali-Iloua-Frontière Nigéria (déjà

La Rédaction